

Éducation à la citoyenneté

Les élèves du RCPL visitent le Parlement

Le mardi 21 juin, les élèves du collège Royal de Port-Louis ont pu assister à une session parlementaire et ils nous livrent ci-dessous leurs impressions

Grâce aux sessions de formation en droits humains et citoyenneté, nous avons eu le plaisir de sensibiliser et expliquer les droits humains et le rôle des jeunes en tant que citoyens de la République aux élèves de divers collèges, afin de les intégrer par la suite dans les clubs DIS-MOI. À la suite de formations théoriques, participants et élèves ont

l'occasion d'interagir sur le terrain. C'est à travers un *Standing Agreement* que DIS-MOI a établi avec la Speaker Maya Hanoomanjee que les participants aux cours de citoyenneté et droits humains et les membres des clubs DIS-MOI peuvent assister aux sessions parlementaires et comprendre le fonctionnement du Parlement et le rôle de la Speaker.



À gauche : Mme Dorina Vythilingum, Enseignante de Business Studies, M. Preetam Rambaruth, Recteur du RCPL, Beeharry Panray, Secrétaire du syndicat des collèges d'État.



LUDO DUPORTAIL

« Apprendre notre devoir de citoyen »

« Cette visite au Parlement m'a été très bénéfique. J'ai appris beaucoup de choses, comme le rôle du Speaker, celui de l'opposition et des ministres. Je me suis rendu compte que la politique ne tourne pas seulement des palabres, comme je le pensais. Elle comporte aussi la prise de décisions importantes qui concernent l'ensemble de notre pays. L'opposition n'était malheureusement pas présente, mais ce n'était pas pour autant ennuyeux. En tant que citoyens d'un pays démocratique, nous avons le devoir de nous intéresser à ce qui se passe dans notre République et, franchement, je vous incite tous à y aller. J'irais volontiers encore une fois. »

SAKTHIVELAN RAMEN :

« La politique nous concerne tous »

« Tout cela a été une expérience très enrichissante. C'est un privilège d'avoir pu visiter cette institution prestigieuse. Hélas, aujourd'hui, peu de jeunes s'intéressent à la politique et ont une opinion très négative de nos élus. J'étais parmi ceux qui ne s'y intéressaient pas. Après avoir suivi le cours de formation sur les droits humains (et sur la politique), ce n'est plus le cas. Ce cours m'a ouvert les yeux et j'espère que d'autres auront la chance de vivre une telle expérience car cela développe le sens de la citoyenneté ! Je suis sorti de cette visite plus instruit. Je sais désormais que c'est le devoir de tous les Mauriciens de se préoccuper des décisions parlementaires, car cela nous concerne tous. »



YOHANS I. DAWOOD :

« Enrichir ses connaissances »

« J'ai beaucoup apprécié la visite au Parlement, cela m'a aidé à me rendre compte que la politique n'est pas une activité banale de notre pays. Je pense que davantage de jeunes devraient avoir cette même opportunité. Cela leur permettrait d'enrichir leurs connaissances sur la politique et de comprendre les développements, les progrès et les négociations en cours dans leur pays. »



Preetam Rambaruth, recteur du RCPL :

« Certains collégiens se sont découvert une vocation politique ! »

> Pourquoi les élèves du collège Royal de Port-Louis se sont rendus au Parlement ?

Au collège Royal de Port-Louis (RCPL), nous avons un volet d'éducation citoyenne et des droits humains où nous essayons de développer la conscience citoyenne des apprenants. Un club DIS-MOI existe et organise diverses activités où je m'implique. Cet *agreement* conclu avec le bureau du Speaker permet aux participants aux formations en droits humains d'assister aux sessions parlementaires. C'est la troisième fois que nos collégiens s'y rendent

> Pourquoi accordez-vous autant d'importance aux droits humains ?

Vous n'ignorez pas que le gouvernement veut mettre en place une politique d'éducation aux

droits humains. Dans ce contexte, nous éduquons activement nos élèves à leurs droits et à leurs responsabilités pour faire d'eux des citoyens complets de la République. On dit souvent que le RCPL ne donne qu'une formation académique. Nous prouvons le contraire tous les jours.

> Dans quel cadre s'inscrit cette visite au Parlement ?

Ce n'est qu'un aspect des cours. Avant de visiter le Parlement, les élèves ont été préparés à comprendre l'importance de la politique dans une démocratie. Ils ont étudié les fonctions du Parlement (*accountability*, adoption de lois). Contrairement à d'autres, nos collégiens ne vont pas au Parlement pour voir des « vedettes » mais des élus du peuple choisis pour

administrer le pays. La Speaker elle-même est venue discuter avec nos collégiens dans un passé récent.

> Avez-vous eu un 'feedback' des élèves après ces sessions ?

Vous serez étonné ! C'est la partie qu'ils préfèrent. Certains se sont même découverts une vocation politique ! C'est tant mieux pour le pays, car beaucoup de jeunes ne comprennent même pas ce que c'est que la politique. Nous avons envie de leur dire qu'ils ne peuvent affirmer que la politique ne les intéresse pas, car la politique c'est la vie...



Roshan Rajroop, président de DIS-MOI

« Le respect est à la base des droits des enfants »

Dans le cadre de la Journée mondiale de l'enfant africain, l'Atelier Sa Nou Vize, en collaboration avec DIS-MOI, a organisé le jeudi 16 juin un forum-débat. Cette journée avait pour thème « Faisons-nous assez pour nos enfants ? »

Les volontaires de Sa Nou Vize, les jeunes, les élèves et leurs parents étaient présents. Parmi les principaux intervenants, Roshan Rajroop, président de DIS-MOI, Lindley Couronne, directeur de l'ONG, Dario Félicité, ex-enseignant et membre de Sa Nou Vize, et Vimala Luchmee, enseignante et encadreur à Sa Nou Vize. Alain Auriant, le coordinateur de l'Atelier Sa Nou Vize, a également pris la parole.

Roshan Rajroop a choisi de faire une très brève intervention, préférant engager un dialogue avec les enfants présents au forum. Il a

développé la vision de DIS-MOI par rapport aux droits des enfants. « L'éducation aux droits humains est l'un des piliers de l'action de DIS-MOI, nous enseignons aux jeunes que le respect est à la base des droits des enfants. »

« Nous félicitons le présent gouvernement pour sa nouvelle politique d'éducation aux droits humains. Nous espérons que nous aurons bientôt de nombreux clubs de droits humains à travers le pays et DIS-MOI est prête à faire profiter de son expertise en la matière tous ceux qui le souhaitent : ONG, mouvements, associations, clubs et collèges », a conclu le président de l'organisation.



Journée mondiale de l'enfant africain

Sa Nou Vize : l'éducation pour lutter contre la pauvreté

La Journée de l'enfant africain est un événement annuel qui commémore le massacre de centaines d'enfants lors d'une marche pour leurs droits à Soweto, en Afrique du Sud, le 16 juin 1976, sous le régime de l'apartheid. Cette journée décrétée par les Nations unies permet d'attirer l'attention sur la vie des jeunes Africains.

Le thème cette année est : « Faisons-nous assez pour nos enfants ? » Cela aide à dresser un constat (à Maurice) de la situation des enfants issus des poches de pauvreté : notamment au Quartier EDC, à Rose-Belle, où œuvre l'ONG Sa Nou Vize.

« Nous ne faisons pas assez pour nos enfants », a affirmé Alain Auriant, coordinateur des activités de Sa Nou Vize. « Le lien étroit entre éducation et réduction de la pauvreté ne peut être omis. Une éducation de qualité est l'un des outils les plus puissants pour combattre la pauvreté... » Dans cette optique, Sa Nou Vize offre des classes de remise à niveau à une cinquantaine d'élèves. Les enfants issus des poches de pauvreté ou de familles démunies ne bénéficient pas des mêmes opportunités, bien qu'ils vivent dans un pays où l'éducation est gratuite.

« Les conditions d'apprentissage des élèves à la maison sont généralement compliquées. Certains enfants n'ont ni lit ni table où faire leurs devoirs. En tant qu'ONG, nous mettons tout en œuvre pour réduire les inégalités et redonner leur dignité à ces enfants », a-t-il ajouté. « Afin d'assurer le développement intégral de l'enfant, nous cheminons avec

lui durant son parcours scolaire. Nos classes de remise à niveau touchent les élèves de la Standard III, afin de leur assurer de bonnes bases. Nous venons aussi de mettre sur pied une académie sportive et de musique. En fermant les yeux sur les problèmes de ces enfants, nous nous voilons la face en pensant que la seule éducation gratuite leur permettra de sortir de la pauvreté », a conclu le coordinateur de l'Atelier Sa nou Vize.



Formation

DIS-MOI compte à ce jour 199 citoyens formés en droits humains et citoyenneté. L'association a le plaisir de vous inviter à sa douzième session de formation qui débute le samedi 2 juillet 2016 et se termine le 23 juillet, de 9 h 30 à midi à son centre de Belle-Rose. Pour plus d'informations, contactez le 466 56 73 ou inscrivez-vous par mail sur info@dismo.org.

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits humains océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.

DIS MOI DROITS HUMAINS Océan Indien
DISMOI (Droits humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.
DIS-MOI - 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES TEL: 466 5673
INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG